Les marines débarquent au Costa Rica

19-07-2010

Avec les votes du Parti de Libération Nationale (PLN) au gouvernement, le Mouvement Libertaire et le député évangélique du parti Renouvellement Costaricien, Justo Orozco, le 1er juillet dernier le Congrès du Costa Rica a autorisé l'entrée dans ce pays de 46 bateaux de guerre de l'Armée de mer des États-Unis, 200 hélicoptères et avions de combat, et 7000 marines. Ce que Washington a communiqué au pays d'Amérique centrale a été que la situation régnante au Mexique avait forcé les cartels de la drogue à modifier leurs routes traditionnelles d'entrée aux États-Unis, raison pour laquelle, pour démantibuler cette manoeuvre, il était précis de déployer un solide contingent de forces militaires dans l'isthme d'Amérique centrale. Le gouvernement de la présidente Laura Chinchilla - étroitement liée depuis de nombreuses années avec l'Usaid - a offert tout son appui et celui de ses parlementaires pour répondre de manière soumise à la requête de Washington.

Le permis accordé s'étend pour six mois; cependant, cette concession a des objectifs mais pas de délais, raison pour laquelle la problabilité que les marines sortent du Costa Rica à la fin de cette année est pratiquement nulle. Comme l'établi le Traité Obama-Uribe, les militaires nord-américain jouira d'une immunité totale devant la justice costaricienne, et ses membre pourront entrer et sortit du Costa Rica selon leur entière volonté, circuler dans tout le territoire national vêtu de leurs uniformes et avec leurs armes de combat.Cette initiative nord-américaine se situe dans le contexte de croissante militarisation de la politique extérieure des États-Unis, dont les expressions les plus importantes dans le cadre latino-américain ont été la réactivation de la Quatrième Flotte, la signature du traité Obama-Uribe, la de fait occupation militaire de Haïti, la construction du mur de la honte entre le Mexique et les États-Unis, le coup d'État au Honduras et la postérieure légitimation de la fraude, la concession de nouvelles bases militaires pour le gouvernement réactionnaire du Panama, et maintenant s'y ajoute le débarquement de marines au Costa Rica. Bien entendu tout l'antérieur articulé avec le maintien du blocus et du harcèlement à la Révolution Cubaine et le harcèlement permanent au Venezuela, en Bolivie et en Équateur.En conclusion, l'empire approfondit la militarisation de la région et les préparatifs pour une aventure militaire de proportions globales. Dans cette vue, les États-Unis essaient de garantir à n'importe quel prix le contrôle absolu et sans fissures de ce que ses stratèges géopolitiques nomment la grande île américaine qui s'étend de l'Alaska à la Terre du Feu, et qui selon eux joue un rôle fondamental pour la sécurité nationale nord-américaine. Il est ridicule de prétendre convaincre nos peuples du fait que la vingtaine de bases militaires établies dans la région, auxquelles maintenant se joint le débarquement au Costa Rica, et l'activation de la Quatrième Flotte ont comme objet de combattre le trafic de stupéfiants. Comme l'expérience le montre, celui-ci ne se combat pas par une stratégie militaire mais par une politique sociale.L'expérience de la Colombie et maintenant du Mexique (avec ses plus de 26.000 morts depuis que le président Felipe Calderon a déclaré sa "guerre au trafic de stupéfiants" en décembre 2006!) témoignent que la solution au problème n'est pas résolue avec des marines, des porte-avions, des sous-marins et des hélicoptères, mais en construisant une société juste et solidaire, quelque chose d'incompatible avec la logique du capitalisme et répugnant pour les intérêts fondamentaux de l'empire.En synthèse : le débarquement de marines au Costa Rica a comme objet de renforcer la domination nord-américaine dans la région, de renverser par diverses méthodes les gouvernements considérés "ennemi" (Cuba, Venezuela, Bolivie et Équateur), d'affaiblir encore plus les gouvernements ambivalents et vacillants de "centre-gauche" et de renforcer la droite qui est devenue forte dans le littoral du Pacifique (Chili, Pérou, Colombie, Panama, Costa Rica, Honduras et Mexique), en reordonnant de cette façon la "cour postérieure" ("patio trasero") de l'empire pour ainsi avoir les mains libres et ses arrières assurées pour réaffirmer la supériorité de puissance impériale en guerroyant sous d'autres latitudes.Atilio A. Boron (politologue. Versión completa en www.atilioboron.com), Pagina/12, 19 juillet 2010.http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-149769-2010-07-19.htmlTraduit par http://amerikenlutte.free.fr